



LE 14 JUIN, TOUS À PARIS, POUR LE RETRAIT DU PROJET EL KHOMRI !

Force est de constater que le passage en force du gouvernement, au moyen de l'article 49-3, n'a pas fait refluer la mobilisation des salariés et jeunes pour obtenir le retrait de son projet de loi Travail.

Toute la semaine, entre le 16 et le 20 mai, des opérations de blocage ont été lancées sur les routes (à Rennes, Bordeaux, Amiens...), dans les ports, les raffineries (au Havre, à Saint Nazaire, à Donges, à Fos-sur-Mer...), dans le cadre d'appels à la grève reconductible dans plusieurs secteurs comme les transports routiers, la SNCF, la Chimie, l'Energie etc.

Les 17 et 19 mai, à nouveau, des centaines de milliers de salariés du public et du privé, de jeunes et de retraités, ont fait grève et manifesté dans tout le pays (près de 300 manifestants à Laon le 19 mai). Les médias nationaux qui, depuis plusieurs jours, proclamaient l'essoufflement du mouvement, ont été contraints de reconnaître l'augmentation du nombre des manifestants le 19 mai.

Face à ces mobilisations, le gouvernement apparaît de plus en plus isolé et minoritaire : tandis que 74 % des Français sont opposés au projet de loi Travail (sondage BFM-TV du 11 mai), 54 % "approuvent" le mouvement des syndicats contre ce projet (sondage BVA du 15 mai).

Dans cette situation, le Président de la République s'obstine à déclarer qu'il ne reculera pas, et que "la loi Travail doit passer", tandis que son premier ministre, évoquant les violences commises par des individus en marge de certaines manifestations, prétend appeler les syndicats à "prendre leurs responsabilités".

S'il va de soi que les unions et sections départementales CGT, FO, FSU, Solidaires et FAFPT de l'Aisne dénoncent les actes de violence quels qu'ils soient, qu'ils visent les manifestants ou les forces de police, elles rappellent cependant que la première des violences qu'il s'agit de stopper, c'est celle qui consiste à liquider l'égalité des droits des salariés en inversant la hiérarchie des normes, à faciliter leur licenciement etc., comme le veut le projet de loi El Khomri.

De fait, en s'entêtant à passer son projet de loi en force, en méprisant les revendications des salariés, des jeunes, et de leurs organisations, le gouvernement porte une responsabilité majeure dans l'escalade de la colère et le blocage économique du pays qui se prépare pour les jours prochains.

C'est pourquoi, l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires et FAFPT 02 appelle les salariés du public et du privé, les jeunes à prendre part à la "journée nationale de grève, manifestations et actions" du 26 mai.

Rassemblements prévus à :

Soissons 16 h 00 Place du marché	Château-Thierry 05 h 00 Rond point de la zone de l'Omois à Bézuet	Saint Quentin 16 h 45 Place de la Basilique
---	--	--

D'ores et déjà, elle appelle à organiser et à poursuivre les réunions, les assemblées générales, sur les lieux de travail, pour discuter de la grève et de sa reconduction, et préparer la

MANIFESTATION NATIONALE, À PARIS, LE MARDI 14 JUIN.

Des cars seront affrétés au départ d'Hirson, de Saint Quentin, Chauny – Tergnier, de Laon, de Soissons, de Château Thierry et de Villers Cotterêts.

Inscrivez-vous dès maintenant en contactant les numéros et / ou e-mails suivants :

UD CGT de l'Aisne 03 23 62 31 17 ud2@cgt.fr	UD FO de l'Aisne 03 23 65 66 66 metaux.02@orange.fr	FSU Aisne 06 83 73 85 99 hily.guillaume@orange.fr	Solidaires Aisne 07 82 29 69 44 solidaires02@wanadoo.fr
--	--	--	--

Bon d'inscription à la manifestation à Paris le 14 juin 2016

Nom, Prénom : Portable :
E-mail : Lieu de départ :